



HAL
open science

”L’insurrection de 1947 à Madagascar”

Samuel F. Sanchez

► **To cite this version:**

Samuel F. Sanchez. ”L’insurrection de 1947 à Madagascar”. , in Surun I. (dir.), La France et l’Afrique, 1830-1962, Paris, Atlande, 2020., pp.146-149, 2020. hal-03081521

HAL Id: hal-03081521

<https://hal.science/hal-03081521>

Submitted on 18 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'insurrection de 1947 à Madagascar

Samuel F. Sanchez
Institut des Mondes Africains
Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne

Eclatant après Sétif et Guelma (mai 1945), le retrait de Syrie (avril 1946) et le soulèvement d'Hanoï (décembre-janvier 1947), l'insurrection de 1947 à Madagascar qui incendie l'Est de l'île de mars 1947 à décembre 1948 apparaît jusqu'à aujourd'hui comme une des grandes dates de la décolonisation française. La répression de l'insurrection par l'administration coloniale emprunte à deux modes d'action : elle est policière et politique dans l'ensemble du pays, et militaire dans l'Est, théâtre d'une guérilla qui dure deux ans. Mais derrière l'archétype de la guerre d'indépendance se cache une crise protéiforme. Entre soulèvement nationaliste et guerre civile, l'insurrection et sa répression sont extrêmement complexes. L'historiographie peine jusqu'à ce jour à en cerner avec précision tous les enjeux internes [Rabearimanana, 2005]. La perception mémorielle des faits reste aussi marquée par le traumatisme d'un conflit entre malgaches [Cole, 2001].

Les prémices

A l'issue de la guerre, la population malgache est durement éprouvée par deux ans de blocus (1940-1942), une guerre de plusieurs mois sur son sol (entre administration vichyste et armée britannique) et un effort de guerre allié qui a très lourdement pesé sur la population. La paysannerie, très majoritaire, a été pressurée par l'impôt (v.), les prestations ont été multipliées par deux dans certaines régions, et de nombreux ruraux doivent s'adonner aux cultures forcées pour servir l'économie de guerre. Les graves pénuries ont aussi appauvri les classes de marchands, venant généralement de la région Tananarive. Le temps de la guerre a été aussi, comme dans d'autres colonies, un moment de prise de conscience de la fragilité de l'empire par les élites lettrées. L'accès du Vietnam à une grande autonomie dans l'Union agit aussi comme un modèle pour les militants malgaches. Ces derniers se fondent sur une double culture politique. Le nationalisme malgache s'ancre d'abord dans une tradition ancienne remontant à la fondation du royaume merina au XIXe siècle. Il est aguerrri par l'expérience des sociétés secrètes (**VVS : voir chapitre Madagascar**)

depuis le début du XX^e siècle. Il s'appuie également sur l'expérience socialiste, qui a contribué à former réseaux et syndicats au cours des années 1930. Cette double expérience explique la cohérence des discours nationalistes et anticoloniaux ainsi que la puissance et l'ingénierie des réseaux mis en place. Les réformes qui s'enchaînent dans l'empire depuis la formation de l'assemblée constituante diffusent une grande incertitude. Les statuts des territoires et des individus changent rapidement. La Grande Ile passe du statut de colonie à celui de Territoire d'Outre-Mer, et ses habitants du statut de sujets indigènes à celui de citoyens de l'Union française. Les prestations sont abolies, ainsi que les dispositifs de l'indigénat. En 1947, l'île sort d'un cycle électoral agité (novembre 1946 ; janvier 1947 ; février 1947) qui permet pour la première fois à l'expression politique anticoloniale et nationaliste de s'exprimer à travers un parti qui fédère de nombreuses mouvances : le Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache (MDRM) [Rabearimanana, Fremigacci & Razafimbelo, 2008]. Parti fondé en 1946, le MDRM jouit d'un grand succès auprès des Malgaches, encore peu nombreux à pouvoir voter, et s'appuie sur de nombreux réseaux et sociétés secrètes de différentes obédiences. La sûreté surveille et réprime souvent les membres du parti. Le Haut-Commissariat envisage dès décembre 1946 d'interdire le MDRM. Dans de nombreuses provinces, des militants sont condamnés à des peines de prison pour « provocation à la haine du gouvernement français » (décret de 1930) ou trouble à l'ordre public, parfois à plusieurs années de prison. L'appareil MDRM, pourtant majoritairement légaliste, est de ce fait largement déstabilisé dans bien des districts. Des leaders locaux modérés sont incarcérés laissant ainsi la place à des militants, souvent plus jeunes, appartenant à des réseaux radicaux et clandestins, comme la JINA (Jeunesse Nationaliste) dont le député Joseph Raseta semble avoir été partie prenante. Une ambiance délétère est palpable dans bien des districts, où les fonctionnaires français ne trouvent qu'hostilité, y compris auprès de l'administration indigène [Zorn, 2010]. Dans certaines bourgades de l'Est, des émeutes éclatent dès fin 1946. La situation est tellement dégradée début 1947 que l'administration et le colonat croient à l'imminence de l'insurrection [Arzalier & Suret-Canale, 2018].

L'insurrection du 29 mars 1947

En mars 1947, plusieurs cellules du MDRM s'organisent pour une attaque simultanée dont la date est fixée au 29 mars. Le renseignement est au courant, et les forces de l'ordre, ne jouissant que de peu de moyens depuis la sortie de la guerre, sont en état d'alerte. La date choisie, symbolique s'il en est, tombe au début du mois d'Alahamady, premier mois du calendrier zodiacal malgache. Le symbole est fort et rappelle que le nationalisme malgache plonge ses racines dans les systèmes politico-religieux précoloniaux. Mis au courant, les grands leaders du MDRM tentent de

contrecarrer l'initiative des cellules locales. Mais la tentative de reprise de contrôle échoue. Dans la nuit du 29 mars, la police est en éveil et l'armée patrouille dans les grandes villes. Des insurgés munis de sagaies ou de fusils de chasse attaquent les Français dans plusieurs villes, de manière simultanée. L'insurrection échoue à Diego-Suarez et à Fianarantsoa. Tananarive est quadrillée par les forces de l'ordre et reste calme. Cependant Manakara est attaquée ainsi que la garnison de Moramanga où plusieurs soldats sont tués. Cependant, dans de nombreuses localités, les militants ne passent pas à l'action [Tronchon, 1986].

C'est donc à partir des succès relatifs dans l'Est que l'insurrection s'étend, le long des voies de communication, qui sont coupées, et en direction des concessions isolées, où des colons sont assassinés et les infrastructures détruites (région du Faraony, Manakara). 133 citoyens français, 19 Chinois et 2 Indiens sont ainsi tués. Les membres du Parti des Dëshérités de Madagascar (PADESM), réformistes, sont aussi visés. Un grand nombre de sympathisants (au moins 1900 selon l'administration) de ce parti et des loyalistes sont assassinés, comme Lucien Botovaso (1908-1947), instituteur catholique tué à Farafangana et récemment béatifié en 2018. L'insurrection prend des allures de véritable guerre civile, car les victimes les plus nombreuses des insurgés ne sont pas des Européens, mais des Malgaches jugés proches des intérêts français. Début avril, les villes de la côte orientale sont encerclées et Fianarantsoa est isolée. Les insurgés s'organisent en sections militaires, chapeautées par des anciens combattants de l'armée coloniale. Les villes restant sous contrôle du Haut-Commissariat, les insurgés se replient peu à peu dans les campagnes. Les zones forestières de l'Est forment des poches et se trouvent finalement assiégées par l'armée française. Une deuxième phase s'ouvre alors, qui dure jusqu'à décembre 1948.

La répression

La réaction du Haut-Commissariat ne se fait pas attendre. Le MDRM est dissout et 18 000 membres ou sympathisants du parti, dans toutes les régions, sont placés en détention préventive, de manière arbitraire et souvent violente [Fanony & Gueunier, 1997 ; Rabearimanana, Fremigacci & Razafimbelo, 2008]. L'opinion et les médias coloniaux poussent l'administration à réprimer sévèrement toute expression politique anticoloniale. Les parlementaires MDRM, bien qu'appelant au calme et condamnant la violence, sont aussi incarcérés [Rabearimanana, 1986].

De nouvelles troupes françaises arrivent à Madagascar, notamment des tirailleurs marocains et sénégalais, des commandos parachutistes et des unités de la légion étrangère. L'aviation est aussi renforcée pour mitrailler et bombarder les insurgés. Début 1948, 16000 hommes sont engagés dans une contre-insurrection qui reprend la stratégie de la « tâche d'huile » expérimentée par Gallieni pendant la conquête (v.). Les combats sont sporadiques. L'essentiel des victimes dans les rangs

coloniaux sont malgaches (106 militaires malgaches de l'armée française tombent au combat), tirailleurs algériens et sénégalais. Les militaires métropolitains sont très peu nombreux à périr au combat. Longtemps évaluée à 89000 victimes malgaches tout compris [Tronchon, 1986] des recherches récentes évaluent à environ 10 000 le nombre de victimes malgaches par mort violente, dont au moins 2 000 dans des crimes de guerre commis par l'armée française. 165 prisonniers sont ainsi massacrés par l'armée française le 5 mai 1947 dans des wagons à Moramanga ; 107 prisonniers sont également massacrés à Mananjary le 8 mai 1947. Au-delà de ces massacres, un nombre toujours indéterminé de prisonniers lors de combats sont aussi exécutés sans jugement et des opérations aériennes occasionnent des pertes humaines dans des villages [Fremigacci, 2010, 2011, 2012]. La politique de terreur menée par la contre-insurrection, qui s'additionne aux représailles des insurgés sur les villages loyalistes suscite d'importants mouvements de population. Les réseaux d'approvisionnement sont perturbés, les rizières pillées ou abandonnées, ce qui accentue la crise de subsistance qui sévissait dans la région depuis la seconde guerre mondiale. Des milliers de paysans se réfugient dans les forêts et endurent la famine [Andriamonta-Paes, 2019]. Les conséquences humanitaires sont catastrophiques. Entre 20 000 et 30 000 personnes meurent de faim et de maladie [Fremigacci, 2007]. La réduction des poches insurgées s'achève en décembre 1948. Au cours de la contre-insurrection, de nombreux chefs sont, comme Samuel Rakotondrabe (JINA), jugés sommairement puis exécutés. Cependant, le Haut-Commissariat reconquiert durablement les zones perdues en jouant le registre des cérémonies de soumission, mêlant coercition, diplomatie et persuasion. Il s'agit de réintégrer les populations dans le système colonial. Point final des « événements de Madagascar », le « procès des parlementaires », juge 77 personnes (l'état-major du MDRM), de juillet à octobre 1948 à Antananarivo. Le procès est biaisé car des aveux obtenus sous la torture servent de pièces à conviction. Plusieurs condamnés sont envoyés au bagne colonial de Nosy Lava, puis amnistiés en 1956. Les députés Joseph Ravoahangy et Joseph Raseta sont condamnés à mort et Jacques Rabemananjara aux travaux forcés. Ils sont graciés en 1949 mais placés en résidence surveillée en France jusqu'à l'indépendance [Tronchon, 1986 ; Zorn, 2010].

Bibliographie :

- Andriamonta-Paes Marie-Clémence, *Fabavalo, Madagascar 1947*, documentaire, 2019, 1h30.
- Arzalier Francis & Suret-Canale Jean (dir.), *Madagascar 1947. La tragédie oubliée*, Paris, Laterit/mémoires de Madagascar, 2018 (rééd.).
- Cole Jennifer, *Forget Colonialism? Sacrifice and the Art of Memory in Madagascar*, Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press, 2001.
- Fanony Fulgence & Gueunier Noël Jacques, *Témoins de l'insurrection*, Antananarivo, Foi et justice, 1997.
- Fremigacci Jean, « La vérité sur la grande révolte de Madagascar », *L'Histoire*, n° 318, mars 2007.
- Fremigacci Jean, « L'insurrection de 1947 dans la région de Mananjary : aux origines d'une insurrection (1896-1940), première partie », *Tsingy : Revue de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de Madagascar*, Tamatave, 2010, p. 10-36.
- Fremigacci Jean, « L'insurrection de 1947 dans la région de Mananjary : la montée des périls (1940-1947) ; deuxième partie », *Tsingy : Revue de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de Madagascar*, Tamatave, 2011, p. 68-100.
- Fremigacci Jean, « L'insurrection de 1947 dans la région de Mananjary : le drame, troisième partie », *Tsingy : Revue de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de Madagascar*, Tamatave, 2012, p. 106-163.
- Fremigacci Jean, « Madagascar 1947 : les sources d'archives », *Tsingy : Revue de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de Madagascar*, Tamatave, 2008, p. 5-29.
- Rabearimanana Lucile, « Les événements de 1947 à Madagascar : problématique de la recherche et état d'avancement », *Bulletin de l'Académie malgache*, t. 84, 2005/1, p. 109-117.
- Rabearimanana Lucile, « Les malgaches et l'idée d'indépendance de 1945 à 1956 », in Ageron, Charles-Robert, *Les chemins de la décolonisation de l'empire colonial français, 1936-1956*, Paris, CNRS Éditions, 1986, p. 263-274.
- Rabearimanana Lucile, « Politique coloniale et nationalisme au lendemain de l'insurrection de 1947 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, t. 73, n°271, 1986/2, p. 167-186.
- Rabearimanana Lucile, Fremigacci Jean & Razafimbelo Célestin (dir.), *L'insurrection de 1947 et la décolonisation à Madagascar*, Antananarivo, Tsipika, 2008.
- Tronchon Jacques, *L'insurrection malgache de 1947*, Paris/Fianarantsoa, Ambozontany/Karthala/EFA, 1986, 398 p.
- Zorn Jean-François, « L'insurrection malgache de 1947. Implications et interprétations protestantes », *Histoire et missions chrétiennes*, vol. 14, 2010/2, p. 13-34.